

Communiqué de presse

Le 5 mars 2022

Greenpeace dénonce l'arrivée en France d'un méthanier en provenance de Russie « Les énergies fossiles financent la guerre »

Alors que la responsabilité des énergies fossiles dans la guerre en Ukraine est dénoncée avec force par les organisations écologistes, le méthanier « Boris Vilkitsky » est annoncé dans le port de Montoir-de-Bretagne ce samedi.

Parti du port de Sabetta dans l'Arctique russe le 25 février, le méthanier transporte une cargaison de gaz liquéfié issu du site de Yamal, dont TotalEnergies est partenaire à 20%.

Son arrivée était initialement prévue dans le port britannique de l'île de Grain mais il a fait demi-tour devant la mobilisation des dockers qui ont refusé de décharger la cargaison, et s'est dérotté vers la France [1].

TotalEnergies est également actionnaire à 19,4% du groupe russe Novatek, qui détient 50% du champ gazier de Yamal, et dont les principaux actionnaires sont proches du pouvoir russe, certains faisant l'objet de sanctions de l'Union européenne.

Des militants et militantes de Greenpeace étaient présents cet après-midi en mer face au méthanier et devant le port méthanier à Montoir de Bretagne pour dénoncer ces liens entre TotalEnergies et le régime russe de Vladimir Poutine, et rappeler que les énergies fossiles alimentent cette guerre.

[photo]

Préciser crédit si pas sur la photo

Des photos et vidéos sont disponibles à cette adresse : <https://media.greenpeace.fr/2829>

TotalEnergies doit couper les ponts avec le régime russe

La plupart des majors pétrolières, BP, Shell, Eni, Exxon, Equinor, ont annoncé leur retrait de Russie rapidement après le début du conflit en Ukraine. A contrario, TotalEnergies, persiste à garder ses participations financières et industrielles en cours dans le pays, la compagnie ayant uniquement annoncé ne plus apporter de capital « à de nouveaux projets en Russie ».

« Il est là, le vrai visage de TotalEnergies, auto-proclamée "major de l'énergie responsable". Les énergies fossiles alimentent la crise climatique mais aussi des conflits dans plusieurs régions du monde, dont celui qui vient d'éclater aux portes de l'Union européenne. Ce gaz est la preuve que TotalEnergies assume le business as usual et privilégie la préservation de ses intérêts, à n'importe quel prix. Patrick Pouyanné doit renoncer immédiatement à tous les projets, actuels ou futurs, en lien avec le régime russe », alerte Hélène Bourges, responsable de la campagne énergies fossiles pour Greenpeace France.

Pour Greenpeace, le véritable défi est maintenant de rattraper le temps perdu, de mettre fin au soutien aux combustibles fossiles et d'accélérer les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

La France doit prendre position contre le business avec les oligarques russes

« Qu'attend Bruno Le Maire pour mettre en œuvre les 'principes' [2] auxquels il se dit si attaché et exiger de TotalEnergies la rupture de ses liens avec le régime russe ?, rappelle Hélène Bourges. La France ne peut pas condamner la guerre en Ukraine tout en laissant une compagnie française profiter de ses liens avec les oligarques russes et leur business dans les énergies fossiles. »

Pour Greenpeace, le gouvernement français doit mettre fin au soutien financier de tous les projets d'exploitation fossile partout dans le monde, sans plus aucune garantie à l'export

Les énergies fossiles financent la guerre de V. Poutine

40% du budget fédéral russe provient du pétrole et du gaz, qui représentent 60 % des exportations du pays. En octobre dernier, la Russie gagnait plus de 500 millions de dollars par jour grâce aux combustibles fossiles, argent qui sert directement à financer la machine de guerre de Vladimir Poutine. En 2019, 41% des importations de gaz naturel de l'UE provenaient de Russie, selon Eurostat. Environ 26,9 % de toutes les importations de pétrole brut ont été fournies par des entreprises russes, ainsi que 46,7 % des importations de combustibles solides de l'UE.

« Cette guerre démontre notre dépendance au pétrole et au gaz fossiles dont nous devons sortir de toute urgence, mais aussi la dangerosité du nucléaire. Le gouvernement doit opérer une rupture dans sa politique énergétique pour garantir la paix et nous protéger contre le changement climatique, en mettant en œuvre des moyens massifs pour permettre les économies d'énergies et opérer une révolution vers les renouvelables », conclut Hélène Bourges.

Notes aux rédactions

[1] <https://www.theguardian.com/business/2022/mar/03/tanker-russian-gas-diverted-kent-dockers-refuse-cargo-loophole-ships>

[2] Bruno Le Maire France info le 1^{er} mars « Moi je crois qu'il y a désormais un problème de principe à travailler avec toute personnalité politique ou économique proche du pouvoir russe »
<https://twitter.com/franceinfo/status/1498565546912194562>

La Russie est la 1^{ère} source de production du groupe TotalEnergies et représente 17% de sa production gazière en 2020.

La compagnie française possède 20% du site gazier de Yamal

<https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiques/yamal-Ing-demarre-les-exportations-de-gaz-partir-du-2e-train-de-liquefaction> Projet que les autorités françaises ont soutenu à travers une garantie à l'exportation bien que la Russie était déjà sous sanction internationale pour l'invasion de la Crimée.

Total détient 10% de participation directe dans le projet du site gazier Arctic LNG2

<https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiques/russie-lancement-du-projet-majeur-arctic-Ing-2>, 19,4% de la firme Novatek, un quart du champ pétrolier de Kharyaga et près de la moitié du champ gazier de Termokarstovoye.

Contact presse : Magali Rubino 07 78 41 78 78